



Le bulletin sans concession de l'AGEPS, le syndicat indépendant de l'université Paris-Sorbonne, Mars/Avr 2012, numéro 34

PRINTEMPS 2012

CENTRAUX, UFR, PRÉSIDENTIELLES, LEGISLATIVES...

AGEPS : VOYAGE AU CENTRE DES CAMPAGNES

Éditorial

LE CHANGEMENT, C'EST MARRANT

Le changement d'heure, c'est toujours un moment perturbant où nos repères se muent en réflexions tordues sur les levers de soleil. « On avance ou on recule ? Il serait temps de revenir sur cette décision stupide au prétexte d'économies d'énergie... » Étrangement, au début, les changements n'aident en rien. Ils bousculent notre monde, nous empêchent de nous rappeler des apéros tardifs au soleil d'après cours, nous agacent et nous incitent à adopter les bonnes vieilles formules type « c'est la vie ». Nous n'évoluons pas vite, la radicalité n'a jamais été un élément constitutif de nos sociétés pourtant soumises aux échéances et aux ultimatums. En témoignent les larmes ou euphories qui accompagnent les élections et leurs résultats : bien rapidement, les choses se remettent en place et ne reste des victoires que bouts de papiers et gueule de bois. Chaque révolution a toujours été précédée d'une longue révolte sous-jacente, d'un grondement diffus et aucun diplôme n'a jamais clôturé des mois de travail acharné. Les résultats se comptent en années ou en mois, non en proclamations, en notes ou en procès verbaux. De date en date, on passe le désagrément de la surprise pour se remettre au travail. Finalement, le changement d'heure, quand on y songe, c'est deux fois par an. Ce qui compte c'est l'entre-deux et la suite des événements. L'apéro au soleil d'après cours. Et au bout d'un moment, on finit par se dire que ça n'avait pas tant d'importance cet instant un poil contraignant, parce que le futur est tellement plus prometteur que les étapes du passé.

Marie-Marine AKERMANN,
présidente de l'AGEPS

AU JEU DU CHAT ET DE LA SOURIS

Nous sommes à l'heure de l'informatisation ! Tout passe par internet, même à l'Université. Une bonne chose en apparence, la Sorbonne est dans l'air du temps ! Pour le semestre 6, les licences 3 de la plupart des UFR ont eu un test à faire : les inscriptions pédagogiques (IP) sur internet à partir de l'ENT. Une grande première, choisir ses cours et ses TD de chez soi. Alléchant en apparence, mais la réalité est toute autre. Il est en effet difficile d'exposer son cas particulier à son écran d'ordinateur. Essayez de lui dire que le seul TD que l'on vous propose est pendant vos heures de travail, car vous êtes salariés, ou durant un autre cours, car vous êtes en bi-Licence ou en dette, quoi de plus simple !

En outre, dans certaines UFR où les inscriptions pédagogiques sont faites pour les deux semestres en début d'année, les étudiants ont dû les réitérer par internet. Quelle bonne idée de perdre du temps ! Pour les autres ils ont dû tout bonnement s'inscrire. Ce fut le cas notamment pour les étudiants en Histoire de l'Art et Archéologie. Comme si l'affaire n'était pas assez compliquée comme ça ! Les IP par internet ce second semestre se déroulaient sur une semaine, à cheval sur les partiels ce qui n'est pas du tout adapté aux étudiants et au bon fonctionnement de l'administration.

Comme si tester des IP informatisées ne suffisait pas, il a fallu pour certaines UFR repasser par la case papier stylo ! N'oublions pas les mails et les appels téléphoniques aux étudiants qui avaient mal rempli par internet, car votre ordinateur ne vous dit pas ce qui ne va pas ; rien ne vaut le contact humain !

Ce test avait pour but d'explorer un nouvel outil pour les IP, néanmoins il n'a pas été concluant. Le travail a été multiplié et les structures pour ces nouvelles inscriptions ne sont pas du tout adéquates. Il est d'ores et déjà clair que sa mise en place, dans un fonctionnement idéal, va nécessiter un long travail de la part de l'administration et du service informatique. Il est donc, à nos yeux, inimaginable d'instaurer cela pour la rentrée prochaine ! Après le test de février qui a été catastrophique sur tous les plans, que reste-t-il encore à faire pour passer à l'ère du numérique dans notre université ?

Pour mettre en place ce nouveau système, il faut absolument assurer des moyens techniques plus importants : le serveur de l'Université n'est, en effet, pas assez puissant pour de telles opérations. De plus,

formation d'un PRES toujours plus

puissant et menaçant pour Paris Sorbonne, de travaux et de diminution des moyens financiers, nous comptons bien agir toujours et encore contre les mots d'ordre de rentabilité et de compétitivité inhérents à notre société actuelle. Et dans cette optique, nous prenons le parti du collectif contre l'individualisme, de la démocratie contre le pouvoir renforcé d'une Présidence aveugle, et de l'innovation contre l'immobilisme, avec vous et pour vous ! Nous continuerons à mener à bien les projets que nous avons défendus, d'autres verrons le jour et la continuité de notre travail local et indépendant des six dernières années se retrouvera dans les combats que nous mènerons demain. Afin que l'université reste à l'écoute de ses étudiants, pour qu'elle s'ou-

cet outil ne peut supprimer ni remplacer l'humain. C'est pour cela que nous demandons fortement un interlocuteur rattaché aux UFR. Nous proposons la création de cellules dédiées au règlement des questions de scolarité par groupe d'UFR, par exemple en regroupant les 4 UFR de Lettres d'une part, les UFR de Langues d'autre part, etc. Qui plus est, la possibilité d'informer de son cas particulier (dette, salarié, bi-licence ...) lors d'IP par internet, et donc de ne pas repasser par le secrétariat, afin de ne pas surcharger de travail le personnel administratif, doit être possible.

La volonté d'informatisation de notre université a ici posé plus de problèmes que d'avantages. Peut-être parce que les étudiants n'avaient pas été consultés ? A l'avenir, il faudra réfléchir avant de se précipiter...

Aurélien RIVIÈRE

CONTRE-PRODUCTIVITÉ



vre aux perspectives écologiques, pédagogiques et culturelles qui sont les nôtres, et qu'elle devienne un lieu de vie praticable, l'AGEPS s'est battu, se bat et se battra.

En dehors des échéances électorales nombreuses de 2012, vous nous verrez comme de coutume vous informer par le biais de votre journal, le *Sorbonnard Déchainé*, vous défendre dans les Conseils Centraux et les commissions, vous représenter au jour le jour. Vous pouvez toujours compter sur l'AGEPS : nous sommes bien présents et plus motivés que jamais ! N'hésitez plus à pousser notre porte pour construire ensemble l'université de demain.

Marie-Marine AKERMANN
*Haute Démocratie

La phrase du mois

D'après Le Monde, le 20 mars, Olivier Beaud, professeur de droit à Paris 2, a déclaré lors d'une rencontre organisée par le think tank «Inventer la Gauche» à l'Assemblée Nationale, que «la question fondamentale du droit pour chaque université de choisir ses étudiants pour lutter à armes égales contre le secteur sélectif de l'enseignement supérieur» devait se poser.

BILAN DES ELECTIONS L'AGEPS EN HD

Le froid mordant et les centaines de papiers distribués ne vous ont pas dissuadé de vous intéresser aux élections étudiantes, bien au contraire ! Malgré l'assaut dont vous avez été l'objet, et même si les taux de participation ont stagné, 11% d'entre vous se sont donné la peine d'exprimer leur confiance et leur volonté de construire un réel engagement étudiant. Les doctorants ont eux été moins nombreux, avec tout de même une hausse de la participation qui a permis à 4,5% d'entre eux de choisir leurs représentants. Les Conseils Centraux de notre université organisent votre vie quotidienne et construisent l'université de demain. Afin de ne pas laisser à d'autres le soin d'imposer leurs vues souvent passéistes de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la vie étudiante... les échéances électorales sont capitales et votre geste citoyen indis-

pensable. Nous nous battons, grâce à votre confiance et vos voix renouvelées, pour construire l'université que nous voulons face à l'université qu'on nous impose !

Vous avez permis à l'AGEPS de renouveler ses engagements pour les deux années à venir, à hauteur d'environ 30% des suffrages; pour 1 étudiant sur 3 s'étant déplacé, notre bilan et notre projet pour vous et avec vous est la solution ! Et le nombre augmenté des élus étudiants dans les Conseils, Conseil d'Administration et Conseil des Études et de la Vie Universitaire, nous permet de peser bien plus encore que ces deux dernières années sur les décisions : 2 sièges en CA, 3 en CEVU et 3 en Conseil Scientifique nous donnent la légitimité et le poids nécessaires à l'engagement et l'action qui sont les nôtres !

Dans ce contexte difficile d'autonomie des universités, de

AU FOND DU COULOIR

LE CRI DU SORBONNARD N'EST PAS LE SORBONNARD DÉCHAÎNÉ !

Il n'est pas nouveau à Paris-Sorbonne de voir les journaux étudiants se côtoyer, toujours pour mieux vous informer. Cependant, nous avons du faire face aux interrogations des lecteurs du *Sorbonnard Déchaîné*, fidèles au poste au fil des publications : pourquoi l'AGEPS avait sorti un autre journal, bien plus décevant que l'original, répondant au nom du *Cri du Sorbonnard* ? C'est donc ici que nous pouvons rétablir la vérité une bonne fois pour toutes : votre cher journal n'a rien à voir avec le *Cri du Sorbonnard*. N'est pas déchaîné qui veut !

-

AUX GRANDS MOTS LES GRANDS REMÈDES

Depuis décembre, certains membres du personnel de la Bibliothèque Inter-Universitaire n'ont perçu aucun salaire. Après de nombreuses menaces, le jeudi 8 mars la BIU était fermée pour cause de grève. La direction, qui jusque-là soutenait dur comme fer qu'elle n'avait pas les fonds nécessaires, a fini par payer ses employés. C'est cette même direction qui n'a émis aucune protestation lorsque les trois quarts des services payés pour le déménagement des ouvrages n'ont pas été fournis. Certains devraient revoir leur priorité !

-

J'OSE, TU OSES...

À la Sorbonne, vous n'avez pas été les seuls à renouveler vos représentants étudiants dans les Conseils Centraux de l'université. Cette année, comme tous les deux ans, toutes les facs, toutes les villes, tous les étudiants connaissent la même échéance. À Nantes, le syndicat indépendant et local SEN (Syndicat des Etudiants de Nantes, membre de l'OSE, Offensive Syndicale Étudiante, tout comme l'AGEPS) est arrivé second, derrière Interasso et majoritaire dans le paysage syndical ! Comme quoi, le travail, la détermination et la présence du quotidien finissent toujours par payer. Bravo à eux !

-

MEA CULPA

Dans le dernier *Sorbonnard Déchaîné*, nous avons abordé un problème inhérent aux examens qui contraignait des étudiants à aller chercher un papier émanant de l'UFR pour pouvoir s'inscrire sur les listes d'émargement si les IP n'avaient pas permis leur inscription d'office. En réalité, il s'agissait pour nous de dénoncer une loi interne à l'Université qui contraint étudiants comme personnels administratifs à perdre du temps et de l'énergie. Ces inscriptions pédagogiques étant complexes et les UFR font leur possible pour rectifier les dérives, avec peu de moyens. Nous nous excusons donc pour cette formulation maladroite !

ACTUALITE PARIS IV - TRAVAUX VOYAGE AU BOUT DE L'ENNUI

Durant les deux premières années de licence, on susurre aux oreilles des étudiants une belle histoire, celle de la L3 en Sorbonne... La réalité est quelque peu différente. Car étudier à la Sorbonne n'est plus synonyme d'étudier en Sorbonne.

Pour ceux qui s'inquièteraient pour leur insertion professionnelle, n'ayez crainte ! Une nouvelle voie est désormais toute tracée pour les futurs travailleurs que nous sommes : faire carrière dans les points d'information de la RATP !

En effet, faute de salles disponibles à cause des travaux, les étudiants sont obligés de pérégriner entre les différents sites pour pouvoir suivre leurs cours. Au premier semestre, les L3 de CAMC (Culture antique et monde contemporain) devaient se rendre, le même jour, en anglais à Clignancourt, en littérature grecque à Malesherbes et, pour finir la journée en beauté, en grec à la Sorbonne. Et il faut bien l'avouer, les contraintes de temps de ces déplacements sont rarement prises en compte dans l'élaboration des emplois du temps. En L3 de LMA (Lettres Modernes Appliquées), seuls ceux possédant le don d'ubiquité peuvent assister à l'intégralité de

leurs cours : après avoir eu, le jeudi de 9h à 11h, un cours de linguistique et critique en Sorbonne, ils ont, de 11h à 13h, littérature et société à l'immeuble France. Oh, ode à la divine téléportation ! Des locaux totalement inadaptés à l'enseignement sont transformés en salles de cours, comme ces salles de cinéma du MK2 Hautefeuille. Le rêve s'étirole : avoir un cours de latin dans une salle sans table, c'est pratique...mais un peu antique, surtout les jours de version « sur table » avec dictionnaire !

Bien que depuis le début des travaux, on ne cesse de nous affirmer que la Sorbonne reviendra aux Sorbonnards, force est de constater que nombreux sont ceux qui ne veulent plus de nous entre ces murs historiques. En sus, une université sans étudiants, un comble nous direz-vous. Certes, mais un comble plutôt tendance aux vues des allégations de certains qui ne pensent pas avoir besoin des étudiants pour construire « une nouvelle université ».

Aux dernières nouvelles, le Rectorat compte bien rendre les locaux, actuellement en travaux, mais nous avons ouï dire que la Mairie de Paris, propriétaire du bâtiment, souhaitait s'y installer. Et la

du périphérique, plus rien ne compte. Un quart des universités est concernées, les vrais vainqueurs étant la cinquantaine d'écoles et

autres instituts... Mention spéciale pour PSL, qui affiche le nombre extraordinaire de... zéro université : Paris-Dauphine, avec ses frais d'inscription faramineux, a en effet le statut de Grand Établissement.

En outre, alors que les lauréats sont surtout des PRES regroupant plusieurs établissements, leur nom est au singulier, sauf pour Sorbonne Universités, dont le pluriel fut exigé par le Rectorat. Car le but de ces machines à gagner des sous est la visibilité à l'international et le prestige : il faut donc paraître unis, uniques. Une habile manœuvre de la part du gouvernement pour forcer les universités à fusionner et donc, diminuer encore les subventions.

Le PRES Sorbonne Paris Cité se donne donc déjà le nom d'Université sur son site internet et annonce que ses «*huit institutions [...] ont décidé de construire en commun une nouvelle Université d'ici quatre ans*». Même son de cloche à Bordeaux, Lyon et Toulouse. Bruno Sire, président de Toulouse 1, déclarait en janvier à Educpros : «*En 2012, le PRES deviendra un grand établissement. En 2014, nous créerons les col-*

légues. En 2016, nous inverserons les réseaux de financements, qui arriveront directement à l'Université de Toulouse pour aller vers la base. En 2018, nous fusionneront totalement les établissements.». Concernant Sorbonne Universités, Jean Chambaz, nouveau président de Paris 6, annonçait «*l'université unique en quatre ans*», affirmant au passage que la victoire de ses listes aux élections signalait «*l'adhésion de la communauté universitaire pour ce projet*». Rappelons que le projet d'IDEX n'a jamais été voté ni présenté à quelque instance démocratique que ce soit avant d'être déposé.

situation actuelle semble transformer le provisoire en définitif.

Soyez assurés de notre vigilance quant au sort de la Bibliothèque Inter-Universitaire. Car oui, c'est la nouvelle du moment : la BIU va faire son grand retour, tant attendu, en Sorbonne ! Mais à quel prix ? Le premier déménagement a été fort onéreux, et l'entreprise qui en était chargée n'a fourni qu'un quart des services qui lui avaient été payés. Les conséquences qui s'en sont suivies sont scandaleuses ; des ouvrages ont été abîmés, parfois même détruits... Si l'on peut concevoir une université sans étudiants, pourquoi pas une bibliothèque sans livres ! Car toutes les ressources ne seront pas rapatriées en Sorbonne ; les ouvrages stockés au Centre Technique du Livre de l'Enseignement Supérieur (près de 50% des œuvres de la Sorbonne) à Marne-la-Vallée y resteront tous, faute de place.

Le problème épineux du déménagement pose une autre question : combien de temps la BIU restera-t-elle fermée ? A ce sujet, les réponses du personnel administratif sont floues, voir même contradictoires. Certains parlent d'un mois, d'autres de trois... Alors mesdames, messieurs, il est grand temps que vous accordiez vos violons et que vous teniez au courant les principaux intéressés : les étudiants. L'année 2013 s'annonce déjà haute en couleurs !

Salomé PAUL

ACTUALITE NATIONALE - PRES, IDEX L'ENFER DES FUSIONS

Le 3 février étaient dévoilés les résultats d'IDEX 2 (Initiatives d'Excellence, cf *Sorbonnard Déchaîné* n°31, 32 et 33). Rappelons que les IDEX sont des appels d'offre du ministère pour distribuer l'argent du Grand Emprunt à une poignée de projets de recherche, portés par des PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur). Les lauréats des deux vagues de sélection sont donc PSL (Paris Sciences et Lettres), l'Université de Strasbourg, l'Université de Bordeaux, Sorbonne Paris Cité, Sorbonne Universités (nous avec Paris 2 et 6), l'Université de Toulouse, Aix-Marseille Université et Paris-Saclay. Ajoutons-y l'HESAM (Hautes Études-Sorbonne-Arts et Métiers) et le PRES Université de Lyon, candidats malheureux apaisés par le ministère avec de l'argent frais et la promesse d'une certification IDEX d'ici trois ans. À l'issue de ce processus fort coûteux, nous pouvons donc dresser un portrait de la soit-disant excellence à la française.

Premier constat : 50% des lauréats sont en Île-de-France. À Paris, les huit universités intra muros ont été retenues, en banlieue, seule Paris 11 : à croire qu'au-delà

ACTUALITE INTERNATIONALE - CUBA SI ... TOUS A CUBA ?

« *Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple.* » La formule célèbre de Danton, sculptée sur le socle de sa statue carrefour de l'Odéon a valu une *standing ovation* à l'orateur français qui l'a prononcée lors du huitième congrès international de réflexion sur l'université, organisé tous les deux ans par la république de Cuba et l'UNESCO. C'est ce que ce congrès, qui a réuni du 13 au 17 février plusieurs milliers de délégués, principalement d'Amérique Latine (Venezuela, Mexique, Brésil, Argentine...) mais aussi d'Europe et d'Afrique, a remarquablement mis en exergue au sein d'un espace de réflexion sur la place que l'université doit occuper dans la société et, en particulier cette année, sur son rôle dans le développement durable.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si un tel événement a lieu à Cuba, au cœur des Caraïbes, aux portes de l'Amérique latine, déchargée – pour des raisons historiques et politiques – de l'influence nord-américaine : les nations avec lesquelles elle coopère sont en effet toutes en quête du développement de leur système univer-

sitaire, dont ils entendent ouvrir les portes à tous, afin d'y former des citoyens autant que des universitaires. À Cuba même, une énorme campagne a ainsi été menée tout juste deux ans après la révolution, en 1961, pour l'alphabétisation de la population. Cette action a été le point de départ de la massification de l'enseignement, y compris supérieur. Dans un tel contexte, la présentation du modèle actuel de fonctionnement des universités européennes a souvent, dans les conversations et dans les communications présentées, joué le rôle d'épouvantail ou, mieux, d'anti-modèle, après avoir représenté un horizon, sans doute fantasmé.

L'asservissement des universités occidentales aux seuls mots d'ordre de rentabilité, de performance et d'excellence paraît antagoniste avec le visage originel d'une université ouverte à tous, espace d'élaboration d'une culture, non seulement universitaire (sic), mais aussi citoyenne. La plupart des intervenants ont ainsi insisté sur l'importance de l'éducation des peuples, à la fois à l'université, mais naturellement aussi en amont, dès le primaire et, de ce fait, de la formation des enseignants, garants et vecteurs des valeurs de la République, socle nécessaire à la cohé-

sion de la nation et de la société. Dans une perspective évidemment marxiste, l'accent a été mis sur le besoin d'élever le niveau moyen de formation et de connaissance afin de favoriser les échanges pacifiques entre les peuples, la coopération internationale et le développement personnel de chaque citoyen. Une telle démarche idéologique tend également à rendre au savoir et à sa transmission sa valeur essentielle, non marchande, outil du progrès de l'humanité. L'université apparaît comme un outil nécessaire au fonctionnement de la société. C'est ainsi que, dans sa conférence d'ouverture, le ministre cubain de l'Enseignement supérieur a déclaré : « *Il faut défendre fortement deux convictions très liées entre elles : 1) l'enseignement supérieur doit être envisagé comme un bien public social qui bénéficie à l'ensemble de la société ; 2) il lui incombe dans une bonne mesure de promouvoir les changements et non de réagir seulement aux nouveaux événements.* »* Deux perspectives certes enthousiasmantes, qui témoignent de la confiance accordée à l'enseignement supérieur par certains pays dont le système d'Enseignement se met en place, alors même que ceux où il est depuis longtemps établi ne semblent plus adorer que le dieu finance.

Ariane BUISSON

*Miguel Daz Canel Bermúdez, Conférence inaugurale, Théâtre Karl Marx, La Havane, 13 février 2012.

POUR ALLER PLUS LOIN - DE L'UNIVERSITE A LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE

EDUCATION ET RECHERCHE EN EAUX TROUBLES

En cette période d'élections présidentielles et législatives, on nous submerge de tous côtés... interviews, débats politiques... Mais de quoi les candidats nous parlent-ils, à nous, étudiants ? Que proposent-ils pour l'enseignement supérieur ? Car, nous avons pu le constater, la succession de réformes de l'Université, entraînée par la loi LRU de 2007 (Liberté et la Responsabilité des Universités), le CDU (Contrat Doctoral Unique, cf *Sorbonnard Déchaîné* n°30) et la Masterisation, n'a eu de cesse de nous placer face à des questions financières. Et les RCE (Responsabilités et Compétences Élargies), imposant aux universités la tâche de gérer leurs budgets et la recherche de nouveaux fonds, nous a dirigé vers de profondes modifications, entraînant la communauté universitaire toute entière dans un continuel questionnement sur l'impact des Partenariats Public-Privé (PPP : mode de financement imposé de la rénovation de Clignancourt), sur nos conditions de vie étudiante - bourses, logement, frais d'inscription - ou encore sur l'importance notre représentativité étudiante... Il faut rajouter à cela l'obsédante volonté de professionnalisation des cursus, dans le cadre d'une politique d'ouverture à la compétitivité nationale et internationale - d'après les critères d'évaluation de classements internationaux (dont celui de Shanghai) basés sur le rendement scientifique - et qui elle-même prend tout son sens dans le contexte d'un rapprochement étroit avec les objectifs des entreprises «partenaires» des universités.

FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS
C'est à l'aune de tous ces problèmes que la question des financements de l'Enseignement persiste, au cœur des préoccupations des candidats à l'élection présidentielle... et que de profondes divergences apparaissent.

Dans la continuité de ses réformes, Nicolas Sarkozy (UMP) souhaite «poursuivre la modernisation de l'enseignement supérieur», en participant en accroissant le Crédit Impôt Recherche, le développement des PRES (Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur) et l'autorité de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), moyens de financement des équipes de recherche publique et privée. Tout comme le FN, il se positionne en faveur de la sélection à l'entrée de l'université, parfois encouragée dès le secondaire selon les résultats des jeunes. De même, il soutient les systèmes de filières d'excellence fondées sur les plans LABEX (Laboratoire d'Excellence) et IDEX (Initiative d'Excellence). Et si sur cette dernière question, EELV nuance ses propos, comme le fait également François Bayrou dans l'introduction de son livre *État d'urgence*, il reste qu'en terme de Recherche, les financements manquent. Et chacun, de son bord politique, y va des ses propositions !
Nathalie Arthaud (LO), Philippe Poutou (NPA) ou encore Jean-

Luc Mélenchon (Front de Gauche) proposent une augmentation des budgets alloués par l'État à l'Enseignement supérieur. Le Front de Gauche, comme beaucoup d'autres partis, propose notamment l'augmentation des postes des enseignants, mais aussi une revalorisation des travaux de recherche, comme l'évaluation des chercheurs «sur la base de leur travail de recherche et non sur des publications d'articles dans des revues présélectionnées» ; point sur lequel le PS, comme le MODEM ou le FN, déplore la situation et propose une «simplification de l'organisation du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche, et notamment de ses moyens de financement». EELV souhaite de son côté «la titularisation de 5000 postes par an de chercheurs, ingénieurs et techniciens afin de soutenir la recherche». Enfin, de manière générale, la tendance des partis de gauche et de EELV reste en faveur d'un retour sur l'ensemble des réformes prises depuis la Loi LRU.

CONDITIONS SOCIALES
Sur les conditions sociales de l'étudiant, les volontés d'amélioration se multiplient, avec notamment, pour plusieurs partis de gauche, l'intégration de l'idée d'une «allocation d'autonomie». Pour le NPA, elle devrait se situer au niveau du SMIC, et serait distribuée aux étudiants à partir de 16 ans, et ce, jusqu'à leur premier emploi, pour un coût annuel de 150 milliards d'euros. Le Front de Gauche demande «l'augmentation immédiate des bourses d'études et l'élargissement des droits sociaux aux jeunes majeurs», pour, à moyen terme, créer «un système d'allocations financées, pour les jeunes en formation, par la solidarité nationale, et pour ceux en recherche d'un premier emploi, par la Sécurité sociale professionnelle».

Pour le PS, il s'agit d'une remise à plat propose également la remise à plat des aides existantes qui conduira à une allocation d'études supérieures et de formation. Le FN, comme le MODEM, expose vaguement une augmentation du nombre et du montant des bourses «dans la mesure du possible» (sous-entendu des économies à réaliser). Enfin, il semblerait qu'à l'UMP cette question ait été oubliée...

LOGEMENT ÉTUDIANT
Sur le problème du logement étudiant, si l'ensemble des partis regrettent le manque de logements sociaux, moins présentent des propositions concrètes. Le NPA souhaite «la création d'un service public du logement et la revalorisation des alloca-

tions logement afin que le loyer ne dépasse pas 20% des revenus». Le Front de Gauche propose «200 000 logements publics sociaux par an pendant 5 ans comprenant un volet spécifique de logements étudiants et pour les jeunes». EELV est pour «500 000 logements dont 50 000 nouveaux logements étudiants éco-conçus», le PS, plus modeste, table sur 40 000 logements étudiants et l'amélioration de la caution solidaire. Enfin, le MODEM propose aussi la création de nouveaux logements sociaux et étudiants «favorisant la colocation et la



mixité sociale», mais sans nombre pré-établi.

Ainsi, les projets des candidats à la présidence nous offrent encore un panel de choix difficiles lorsque, noyée au milieu de centaines de pages de programmes, chaque solution proposée ne nous semble pas absolue et que, de nos convictions personnelles, nous aimerions pouvoir être idéalement représentés par un seul parti.

Pour de plus grandes précisions, retrouvez le dossier des prises de position des candidats sur la question de l'enseignement dans la campagne présidentielle de 2012 sur notre site (www.ageps.org).

Typhaine BOUCARD
Thomas TACQUET-FABRE

Candidats et partis, selon l'ordre tiré par le Conseil Constitutionnel : Éva Joly (EELV : Europe Écologie Les Verts), Marine Le Pen (FN : Front National), Nicolas Sarkozy (UMP : Union pour un Mouvement Populaire), Jean-Luc Mélenchon (Front de Gauche), Philippe Poutou (NPA : Nouveau Parti Anticapitaliste), Nathalie Arthaud (LO : Lutte Ouvrière), Jacques Cheminade (Solidarité et Progrès), François Bayrou (MODEM : Mouvement Démocrate), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République), François Hollande (PS : Parti Socialiste).

TRIBUNE

PRESIDENTIELLES :

L'APPEL DU 23 FEVRIER

L'actuel gouvernement présente la réforme de l'Université comme l'une des grandes réussites du quinquennat. Il prétend avoir donné aux universités leur autonomie, avoir fait, en faveur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, « des efforts financiers sans précédent », avoir engagé une politique de l'excellence qui commencerait à porter ses fruits au niveau international et avoir réformé la formation des maîtres pour parvenir à une « meilleure formation des enseignants ».

TOUT CELA EST FAUX !

Vous avez dit « autonomie » ?

Les universités subissent une tutelle du Ministère toujours plus tatillonne et dépendent de plus en plus de financements privés et d'impératifs de rentabilité immédiate. L'attribution des crédits récurrents de l'État est toujours aussi parcimonieuse et opaque. Et les « Responsabilités et Compétences Élargies » imposées aux universités ne contribuent en rien à leur autonomie puisque l'État leur délègue de nouvelles charges financières sans les compenser.

Alors que le gouvernement affiche l'Enseignement comme secteur prioritaire, aucun poste d'enseignant n'a été créé dans le supérieur depuis 2008. Le budget des universités, hors inflation, est en baisse d'environ 1 %. La liste des universités en déficit structurel ne cesse de s'allonger, imposant à l'État une mise sous tutelle contraire à l'autonomie qu'il prétend donner. Partout le développement des emplois précaires sert de variable d'ajustement à des budgets très contraints.

L'indépendance scientifique et les libertés académiques des universités, des enseignants-chercheurs et des chercheurs ne sont plus respectées.

Vous avez dit « excellence » ?

Le culte de l'excellence – mot magique jamais défini – ne peut faire oublier comment la recherche est malmenée dans notre pays : diminution des financements récurrents des universités et des organismes de recherche (jusqu'à – 90 % dans certains laboratoires), suppression de 10 % des emplois administratifs du CNRS, sans lesquels les chercheurs ne peuvent travailler.

L'application de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) ravale des établissements de recherche comme le CNRS ou l'INSERM, que le monde entier nous envie, au rang de simples « agences de moyens ».

Pour faire remonter les universités dans des classements internationaux aux critères très discutables, le gouvernement a poussé aux regroupements en tous genres. Cette course au gigantisme a fait naître un système à plusieurs vitesses. Les disparités entre universités se creusent et menacent les équilibres inter et intra-régionaux, obligeant les étudiants à une mobilité qui pénalise les moins favorisés.

Une concurrence généralisée s'est instaurée, entretenue par deux agences de pilotage et d'évaluation très coûteuses, au fonctionnement opaque : l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES). Les universitaires et les chercheurs gaspillent désormais une part considérable de leur temps à rédiger rapports d'activité, dossiers de demande de financement et appels à projets, au détriment de leurs missions fondamentales de recherche et d'enseignement.

Vous avez dit « une meilleure formation des enseignants » ?

Des rapports de l'Assemblée nationale et de la Cour des comptes l'ont désormais établi : la réforme de la formation des enseignants des premier et second degrés est un échec flagrant.

Elle aura finalement provoqué la chute du nombre de candidats aux concours, le démantèlement ou l'affaiblissement des IUFRM et la désorganisation des UFR, l'augmentation du nombre d'enseignants précaires, et conduit de jeunes professeurs à exercer à temps plein sans formation professionnelle suffisante.

Nos concitoyens doivent savoir que le monde de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est au bord de l'asphyxie.

C'est pourquoi nous, enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs, bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé, étudiants, lançons un appel solennel pour que soit mis un terme à toutes ces réformes, dont les effets sont dévastateurs.

[...]

Appel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche aux candidats à l'élection présidentielle et aux citoyens, 23 février 2012
Texte intégral sur appel-enseignement-sup-et-recherche.fr

Le strip - Marvin & Loomis - cafards (ir)radieux



Agenda culturel

DIONYSIES 2012

Comme chaque année, venez assister à des représentations de théâtre, de lectures de textes, de musique... le tout antique, bien sûr ! À l'honneur cette année, l'*Orestie* d'Escyle (*Agamemnon*, *Les Choéphores*, *Les Euménides*)
Du vendredi 23 mars au dimanche 1er avril au réfectoire des Cordeliers.

CONCOURS D'ART ORATOIRE

Fleurs d'éloquence vise à donner à l'art oratoire une place de choix au sein de la Sorbonne. Sur des sujets imposés à l'avance, les candidats sont invités à développer leur thèse en faisant appel à une argumentation construite, précise et élégante.
Formation : **lundi 2 avril, jeudis 5 et 12 avril, 18h30-21h**
Concours : **1er tour samedi 5 mai, 2nd tour jeudi 10 mai**

ELEGIO

Lecture de poèmes grecs modernes en traduction, repris ensuite au chant par Photis Ionatos.
Lundi 2 avril, 18h, amphi 111 (Malesherbes)

LES CŒURS FOUGUEUX

Spectacle-lecture musical d'après les œuvres d'Ivan Bounin et d'Andreï Biély et les poèmes de Vladimir Maïakovski, d'Alexandre Blok, d'Anna Akhamatova et de Marina Tsvetaïeva.
Mercredi 4 et jeudi 5 avril, 12h, amphi Tocqueville

LACLOS & LONDON

Les étudiants de l'atelier de lecture à haute voix «Sorbonne sonore», animé par Les Livreurs, présentent un travail autour de Choderlos de Laclos et de Jack London.
Jeudi 12 avril, 20h, Centre de la Voix
1 euro pour les étudiants

LA MUSIQUE DANS LES PUYs

Ce concert recrée une soirée qui pourrait avoir lieu dans un puy du XII^e siècle du Nord de la France, en proposant des musiques et des poèmes. Par l'ensemble de musique médiévale, en collaboration avec le CNSMDP.
Vendredi 13 avril, 18h, grand amphithéâtre de Malesherbes

MUSIQUE ANGLAISE

De la musique baroque (Purcell, Haendel) à la comédie musicale (*Le Fantôme de l'opéra*, *My fair lady*) en passant par la musique post-romantique (Vaughan Williams, Britten).
Samedi 14 avril, 20h, amphi de gestion (Sorbonne)

Retrouvez l'ensemble de la programmation culturelle de Paris-Sorbonne sur le site du Service Culturel, www.culture.paris-sorbonne.fr

STREET ART

Le 20^e arrondissement encourage le street art en mettant à disposition des lieux comme le mur du Square Henri-Karcher, derrière le cimetière du Père Lachaise, rue des Pyrénées. Les œuvres restent visibles environ un mois et demi avant de laisser la place à une autre création. N'hésitez pas à y faire un tour!

PARIS EN CHANSONS

Depuis le XVI^e siècle, des milliers de chansons ont été composées sur Paris. Cette exposition vous invite à les retrouver et à vous éclairer sur les images de Paris qu'elles nous renvoient.
Galerie des bibliothèques, 22 rue Malher, Paris 4^e, métro Saint-Paul
Du mardi au dimanche, 13h-19h
Demi-tarif : 3 euros

UN POUR TOUS, TOUS TOUSSAINT

Aimer son stylo plume est le moindre défaut de l'écrivain. On raconte que par ailleurs il se montre égocentrique, arrogant, obséquieux et même de gauche. Mais ce péché véniel a le don d'énervier lorsqu'il est monté au carré et que l'auteur se met en tête d'en faire un livre. N'y a-t-il pas autour de lui, se dit-on, suffisamment d'action pour qu'il ne lui prenne l'envie de raconter comment il raconte ? Le culte de son empreinte digitale et de son mot biffé n'est-il pas poussé assez loin par l'université, pour qu'il vienne ajouter encore à la légende des informations de son cru ? En allant plus loin, on pourrait même dire qu'il gêne. En venant marcher sur les plates-bandes du généticien littéraire (celui qui assimile aux torsades du bureau de l'écrivain les bouclettes rousses de son héroïne), il lui mâche le meilleur du travail. Champollion eût-il apprécié qu'on lui fournît un abécédaire pour déchiffrer les hiéroglyphes ?

REVOLUTION A L'IMA

Amour, âme, musée... vous avez peut-être lu ces mots dans les couloirs du métro. Ils composent en effet la campagne publicitaire du nouveau musée de l'Institut du Monde Arabe. Ce musée a ouvert ses portes le 21 février 2012, lors de son 25^e anniversaire. L'IMA, dessiné par Jean Nouvel, avait été inauguré en 1987. Il avait été conçu, après le choc pétrolier de 1973, d'après une idée de Valérie Giscard d'Estaing, qui s'inquiétait de la détérioration de l'image des pays arabes.

Un nouveau musée pour une nouvelle perception du monde arabe. Comme nous le dit Louda Ben Salah dans *Libération* «*Si les objets présentés ne changent pas, ni les étages où on se trouve, la scénographie a été esthétiquement rajeunie par Roberto Ostinelli*». Ce dernier n'est certes pas un débutant en ce qui concerne l'art de la mise en scène muséographique. Il avait déjà réalisé la scénographie de l'exposition

Jean-Philippe Toussaint tombe presque dans l'écueil. Il n'est pas Philippe Sollers, heureusement. Et ne pas être Philippe Sollers se révèle être un atout bien pratique pour écrire de bons livres, ne pas être Philippe Sollers devrait d'ailleurs constituer la pierre angulaire de toute éducation littéraire. Là où ce dernier tomberait dans l'abîme écumant du Stromboli avec ses gros sabots, ce trappeur de Toussaint gambade comme un cabri entre les anfractuosités. Il vient de sortir un nouveau livre : *L'Urgence et la patience*. Premier étonnement devant ce titre à l'américaine, venant du chantre du roman infinitésimal qui nous avait plutôt accoutumés à la délicatesse et la ténuité. C'est que ce petit opuscule d'une centaine de pages n'est pas à proprement parler un livre de Jean-Philippe Toussaint : il y manque le Japon, le tennis et Marie. Ce recueil de textes divers est pourtant comme une soirée sosies dans laquelle on a bon espoir que ce simili-Coluche ait le

«*Les Trésors du Topkapi*» pour l'IMA.

Le musée se concentre à présent sur l'aire géographique des 22 pays arabes cofondateurs de l'IMA. Il désire donner une vision claire et globale du monde arabe, sans en réduire pour autant les diversités, qu'elles soient politiques, sociales ou culturelles. La visite n'est donc plus -ou presque- chronologique, mais thématique. Elle se déploie sur 4 niveaux. Nous débutons au 7^e étage, par «*Les Arabies, berceau d'un patrimoine commun*». Puis nous poursuivons au 6^e avec «*Sacré et figures du divin*». Ainsi de suite jusqu'au 4^e étage qui présente trois thématiques : «*les villes*», «*l'expression de la beauté*» et «*un temps de vivre*».

Cette nouvelle scénographie ne rejette nullement les préjugés des visiteurs. Elle les écoute même, pour mieux les déjouer. C'est un véritable message de tolérance, comme le dit si justement Louda Ben Salah.

Ce nouveau musée est une bouée de sauvetage pour l'IMA. Annick Colonna-Césari dans *l'Express*, nous rappelle très justement

notre cursus

universitaire, ou encore la création et la sauvegarde

d'enseignements. Quand la richesse d'offres de formations est remise en cause, l'AGEPS monte au créneau pour la défendre. Mais nous sommes également vigilants sur les questions budgétaires pour que les moyens alloués aux étudiants ne soient pas réduits au profit de dépenses superflues. C'est aussi l'occasion de régler des problèmes d'ordre plus usuel, comme la surcharge de certains TD ou les accès souvent trop restreints aux bibliothèques d'UFR. L'AGEPS, forte de sa présence dans déjà 11 conseils, s'engage à poursuivre son action dans la défense des droits étudiants. Mais pour cela, il faut que des étudiants comme vous, qui lisez notre journal et qui connaissez l'AGEPS et ses positions, s'impliquent à nos côtés et nous rejoignent ! Être présent sur les listes «*Indépendants & AGEPS soutenus par le Sorbonnard Déchaîné*», c'est

participer dans un esprit convivial à une démarche productive et globale. En effet, notre rôle est également d'harmoniser les différentes filières de l'université en travaillant avec nos élus de centraux.

L'AGEPS, ainsi que les élus de nos listes, ont d'ores et déjà agi dans ce sens lors de la réactualisation des statuts d'UFR. Ce travail de longue haleine, sur lequel nous avons été très vigilants, fut parfois entrepris en commissions dans lesquelles l'AGEPS était présente. Notre attention s'est portée en grande partie sur la représentation des étudiants dans ces conseils et la part prenante, parfois trop grande, de personnalités extérieures.

Être élu sur nos listes, c'est également siéger durant deux ans, car vous élirez des représentants étudiants qui, nous l'avons prouvé ces dernières années, ne désertons pas une fois les élections passées. De plus, le *Sorbonnard Déchaîné* est pour nous le moyen principal de vous informer tout au long de l'année sur ce qui se passe

même humour que Coluche.

Toussaint est un des derniers apôtres du plaisir de narrer, cette rareté. Et quand il se peint en auteur, juché sur un contrefort en brandissant sa plume, ce n'est pas sans un soupçon d'autodérision salutaire : « lorsque j'écris un livre, je voudrais être aérien, l'esprit au vent et la main désinvolte. Mon cul. » Dans « Mes bureaux », il égrène les lieux où il a écrit ses romans, avec son humour et son à-propos qui viennent faire oublier le côté laborieux de l'entreprise. Puis il avoue ses penchants pour Proust, Beckett et Dostoïevski ; ou puisque la tenture est entrouverte, Toussaint arrache complètement le voile en décrivant sa manière de donner corps aux choses qu'il décrit. Et qui décrit prescrit : *L'Urgence et la patience* est presque un manifeste d'écriture, et il y a là de la modestie à donner ainsi ses gimmicks de bricoleur en laissant entendre que l'alchimie opère quel que soit le pékin qui saisit sa plume pour tenter de les mettre en pratique.

Clément BENECH

que l'Institut a mené une existence plutôt chaotique jusque là. Elle oscillait entre succès et crises financières. Il faut dire que son statut d'instrument diplomatique et son financement par les vingt-deux pays cofondateurs, qui jouaient parfois les mauvais payeurs, n'ont pas fait de son existence un long fleuve tranquille. La situation semble s'être améliorée. Mais Badr-Eddine Arodaky, le directeur général adjoint, souligne cependant que «*deux pays n'ont toujours pas versé leurs arriérés de contributions*».

Le rôle de l'Institut du Monde Arabe est pourtant essentiel aux vues des événements actuels. D'ailleurs, une exposition se tient jusqu'au 1er avril 2012, intitulée «*Dégagements... la Tunisie un an après*». Elle est l'occasion de fêter l'anniversaire de la Révolution dite du Jasmin et de faire le point. En résumé, je ne peux que vous encourager à aller voir cette exposition qui, outre son intérêt propre, montre notre solidarité avec le peuple tunisien dans sa quête de la démocratie.

Clémentine BONY-DEVAUX

dans nos murs.

Pour préparer les élections d'UFR, l'AGEPS lance un appel à tous les étudiants lors des réunions qui s'échelonneront entre le jeudi 22 mars et le mercredi 5 avril dans les différents centres. Parce qu'une université et des conseils sans étudiants ne sont pas concevables à nos yeux, un programme fait sans l'aide et le point de vu d'un cercle de personnes plus grand que celui d'un seul syndicat ne l'est pas non plus.

Si vous souhaitez rejoindre nos listes en tant qu'Indépendant ou rejoindre l'AGEPS, n'hésitez pas à nous contacter : contact@ageps.org et à rejoindre nos Facebook & Twitter. Et n'oubliez pas : *AGEPS needs you for Paris-Sorbonne* !

Lawrence COSSON



Le syndicat indépendant de Paris IV

ageps

01 40 46 32 27

www.ageps.org

contact@ageps.org

Syndicat indépendant de Paris-Sorbonne, l'AGEPS dispose de nombreux élus dans les différents conseils d'UFR et de 8 élus dans les conseils centraux de Paris-Sorbonne. Étudiants, nous travaillons chaque jour à ce que notre voix à tous soit prise en compte. Rejoignez-nous !

Nos locaux:

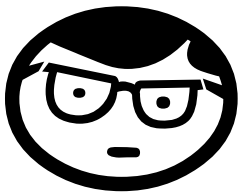
SORBONNE: salle F646 galerie Claude Bernard, esc. P 2^e étage.

MALESHERBES: salle 113, 1^{er} étage

CLIGNANCOURT: salle 540, 5^e étage

Le Sorbonnard Déchaîné :

Directeur de publication : Marie-Marine AKERMANN, Rédactrices en chef : Typhaine BOUCARD, Alice BENSO, Comité de rédaction de ce numéro : M-M AKERMANN, Clément BÉNECH, Alice BENSO, Ariane BUISSON, Camille BONNET, Clémentine BONY-DEVAUX, Typhaine BOUCARD, Lawrence COSSON, Juliette HALLÉ, Salomé PAUL, Aurélie RIVIÈRE, Thomas TACQUET-FABRE, Marine VITTOZ. Dessins : Julien AUVERT, Clément BÉNECH, Julien FOUQUET, Maquette : Xavier HENRY
Avec la participation du FSDIE de Paris-Sorbonne



Zone d'info

UFR, présidentielles : investissez-vous !

Réunions de préparation des programmes pour les Conseils d'UFR (élections le 15 mai) :

Clignancourt :
- jeudi 22 mars 17h, salle 213
- lundi 2 avril
- jeudi 3 mai

Malesherbes :
- mardi 27 mars 17h30, salle 301
- jeudi 5 avril 17h30, salle 211
- mercredi 2 mai 17h, salle 211

Michelet :
- mercredi 28 mars

Sorbonne : mardi 27 mars 17h30
Institut de Géographie / Institut d'Études Hispaniques : jeudi 29 mars (IG/IEH)

Conférences-débat : la question de l'Université dans la campagne présidentielle et législative :

Parce que nous sommes en pleines élections et que ces sujets nous intéressent particulièrement, l'AGEPS organise deux conférences-débat, où seront présents des intervenants extérieurs. La première aura lieu mi-avril à Clignancourt, la seconde mi-mai à Malesherbes.

Retrouvez toutes les infos pratiques sur notre site, www.ageps.org !